

12784.32
12775.91
12754.79
12721.75
12678.78
12635.78
12592.78
12549.78
12506.78



1
2
3

PROFIL ET CHIFFRES CLÉS	1
RAPPORT DE GESTION	4
Faits marquants.....	4
Activité	6
Commentaires sur les comptes	9
Structure financière	10
Perspectives	10
ÉLÉMENTS FINANCIERS	12
Compte de résultat consolidé	12
État du résultat global consolidé.....	12
État de la situation financière consolidée.....	13
Tableau des flux de trésorerie consolidés	14
Évolution des capitaux propres consolidés.....	15
Notes sur les comptes consolidés	16
Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle 2009	27
Déclaration de la personne physique responsable du Rapport financier semestriel.....	28

PROFIL ET CHIFFRES CLÉS

Le Groupe SEB, acteur de son temps

Présents depuis plus de cinquante ans dans les foyers français, nous avons progressivement élargi notre champ d'action au monde entier. Nous nous déployons, à travers une distribution multiformats, dans plus de 120 pays.

Riche d'un portefeuille exceptionnel de marques puissantes et de l'offre la plus large du marché, nous sommes aujourd'hui le leader mondial du petit équipement de la maison.

Notre succès repose fondamentalement sur notre capacité à innover et à inventer votre vie quotidienne de demain.

UN GROUPE MULTISPÉCIALISTE

ARTICLES CULINAIRES :

poêles, casseroles, faitouts, moules, plats à four, autocuiseurs, cuiseurs à basse pression, ustensiles de cuisine...

CUISSON ÉLECTRIQUE :

friteuses, fours posables, cuiseurs à riz, tables à induction, autocuiseurs électriques, barbecues, machines à pain, appareils de repas conviviaux, gaufriers, gril-viande, grille-pain, cuiseurs vapeur...

PRÉPARATION DES ALIMENTS ET DES BOISSONS :

robots, batteurs, mixeurs, blenders, centrifugeuses, petits préparateurs, cafetières filtre ou à dosettes, machines expresso, bouilloires électriques, fontaines à eau chaude, machines à bière...

SOIN DE LA PERSONNE :

appareils de coiffure et d'épilation, pèse-personnes, appareils de massage des pieds, appareils de puériculture (biberons, chauffe-biberons, stérilisateurs, veilleuses...)...

SOIN DU LINGE :

fers et générateurs de vapeur, machines à laver semi-automatiques, défroisseurs...

SOIN DE LA MAISON :

aspirateurs balais, traîneaux avec ou sans sac, à main et sans fil, ventilateurs, appareils de chauffage et de traitement de l'air...

DES POSITIONS MONDIALES

- n° 1 Articles culinaires – autocuiseurs – fers et générateurs de vapeur – bouilloires – cuiseurs vapeur – préparateurs culinaires – grille-pain – friteuses – machines à pain – repas conviviaux
- n° 2 Fours posables – barbecues électriques/grills – gaufriers/croque gaufres
- n° 3 Cafetières filtre et expresso

Un leadership qui s'appuie sur des marques à forte notoriété :

- marques mondiales : All-Clad, Krups, Lagostina, Moulinex, Rowenta et Tefal ;
- marques régionales : Calor/Seb (France et Belgique), T-fal/Mirro/WearEver/AirBake/Regal (Amérique du Nord), Arno/Panex/Rochedo/Penedo/Clock/Samurai (Amérique du Sud), Supor (Chine).

Au 31 décembre 2008

VENTES + 12,5 %

3 230 M€

MARGE OPÉRATIONNELLE + 13,6 %

342 M€

RÉSULTAT NET + 4,9 %

152 M€

DETTE FINANCIÈRE NETTE + 64 M€

649 M€

INVESTISSEMENTS + 26 %

116 M€

COLLABORATEURS 31/12/08

18 879 personnes
dans le monde

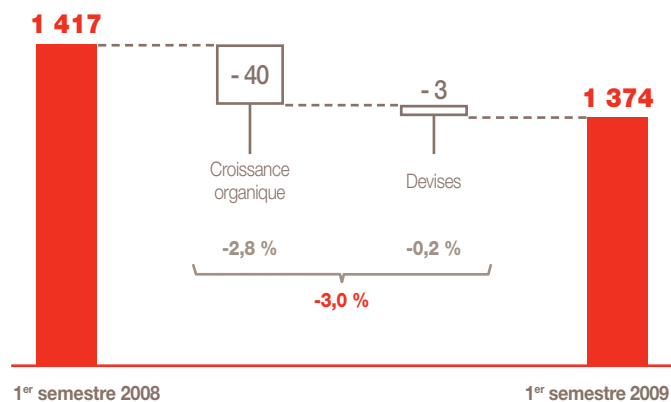
AU 30 JUIN 2009

RÉSULTATS CONSOLIDÉS GROUPE SEB

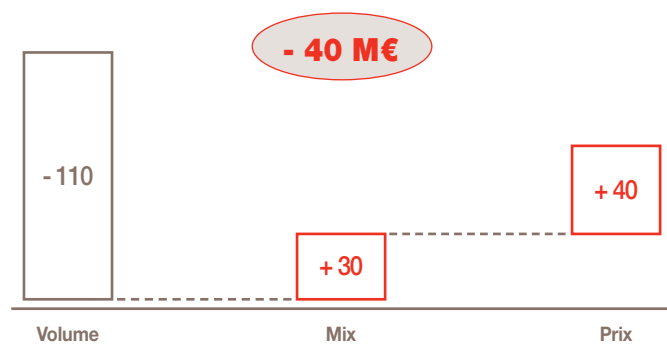
(en millions d'€)	1 ^{er} semestre 2008	1 ^{er} semestre 2009
Ventes	1 417	1 374
Marge opérationnelle	117	106
Autres produits et charges	(12)	(35)
Résultat d'exploitation	94	63
Résultat net part du Groupe	52	27

DÉTAIL DE L'ÉVOLUTION DES VENTES SEMESTRIELLES

Évolution des ventes du 1^{er} semestre 2009
(en millions d'€)

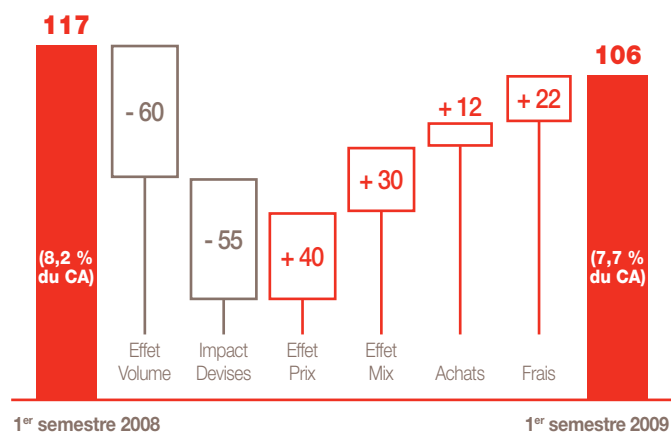


Détail de la (dé)croissance organique
(en millions d'€)

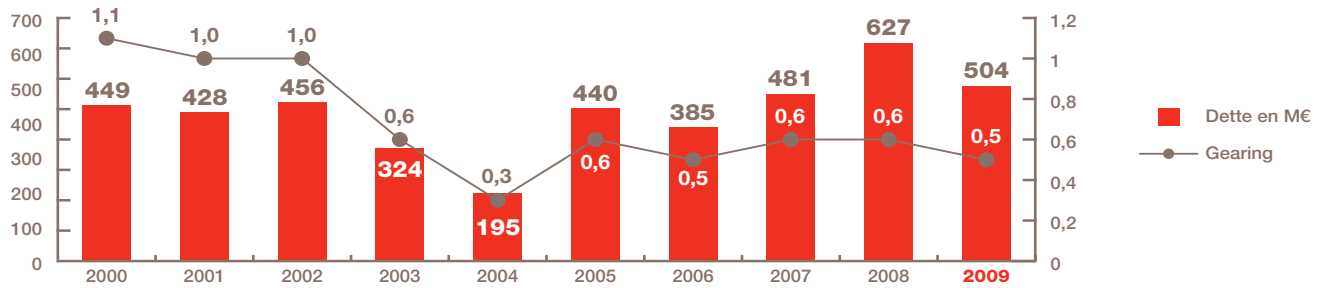


DÉTAIL DE L'ÉVOLUTION DE LA MARGE OPÉRATIONNELLE

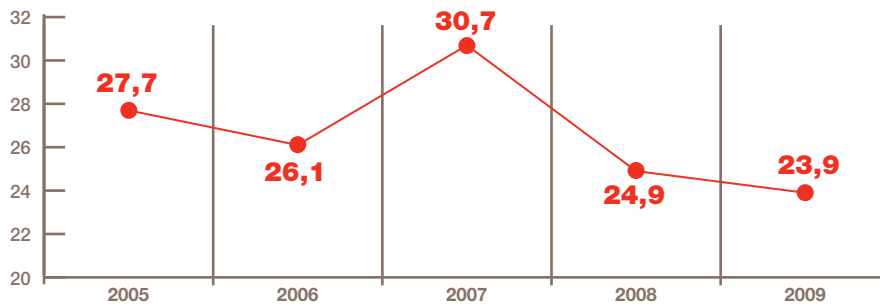
(en millions d'€)



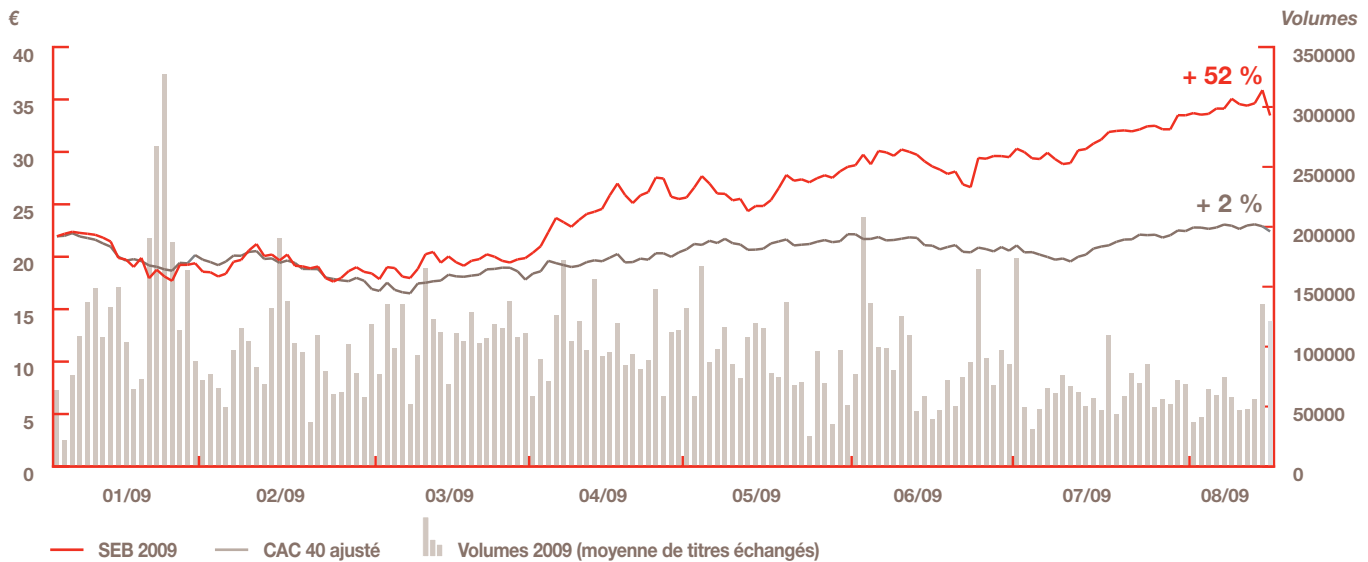
DETTE FINANCIÈRE AU 30 JUIN



ÉVOLUTION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT AU 30 JUIN
(en % des ventes)



COURS DE BOURSE



RAPPORT DE GESTION

FAITS MARQUANTS

ENVIRONNEMENT GÉNÉRAL

La crise mondiale qui a affecté depuis le 4^e trimestre 2008 tant les marchés matures que les marchés émergents, a eu de lourdes conséquences sur leurs économies : récession, reprise de l'inflation dans certains pays, activité industrielle réduite, chômage... Le Groupe a ainsi été confronté sur le 1^{er} semestre 2009 à des difficultés qui ont pénalisé son activité telles que le rétrécissement du crédit et le ralentissement de la consommation, plus ou moins marqués selon les pays. Ces phénomènes ont entraîné de fortes perturbations dans la distribution, l'incitant notamment à une politique de déstockage ou de réassortiment limité, et conduisant parfois à des fermetures de magasins, des réductions des couvertures COFACE, des défaillances financières voire des faillites.

Dans ce contexte de crise majeure, le Groupe a pu cependant s'appuyer sur certains bastions de résistance qui lui ont permis de soutenir son activité. Si les États-Unis ou la Russie sont très durement touchés, par exemple, l'Europe de l'Ouest et l'Europe Centrale ont mieux résisté. En outre, les produits de Petit Équipement de la Maison correspondent à des investissements modérés pour le consommateur (prix unitaire de 55 € en moyenne en petit électroménager) et bénéficient de courants porteurs comme le « fait maison » ou l'axe santé. Ils ont donc été moins sévèrement affectés par la crise que certains autres secteurs. Malgré l'incertitude économique et le manque de visibilité, le Groupe a maintenu ses investissements en R&D, fondamentaux pour l'avenir, mais il a ciblé ses actions publicitaires en fonction de la réactivité des marchés pour nourrir la croissance.

Dans un environnement globalement tendu, les facteurs macroéconomiques ont de forts impacts :

Devises. Le 1^{er} semestre a été marqué par des fluctuations de parités importantes et contrastées. Parmi les principales devises de fonctionnement du Groupe, sur la base des taux de change moyens, le dollar américain, le yuan chinois et le yen japonais se sont respectivement appréciés de 14 %, 16 % et 21 % face à l'euro et la quasi-totalité des autres a fortement baissé par rapport au 1^{er} semestre 2008 : c'est le cas notamment du rouble (- 18 %), du real brésilien (- 12 %), de la livre sterling (- 15 %), de la livre turque (- 13 %) et du won coréen (- 18 %). Cette tendance baissière, très significative au 1^{er} trimestre 2009, s'est ralentie sur le 2^e trimestre. Le résultat de cette forte volatilité se traduit par un effet devises faiblement négatif (- 3 M€) sur les ventes du 1^{er} semestre (- 41 M€ au 1^{er} semestre 2008), mais ce montant modeste masque des variations très importantes dans les deux sens (cf. Commentaires sur les ventes, ci-après). Ces évolutions erratiques des devises constituent un facteur de perturbation de l'activité du Groupe, du fait d'enjeux multiples (dollar/euro/monnaie du pays) dans de nombreux

marchés et de l'obligation pour le Groupe d'augmenter ses prix en cas de dépréciation forte d'une devise afin de préserver sa rentabilité locale.

Au plan des matières premières, le retournement de tendance observé depuis la mi-2008, avec une nette détente sur les prix des métaux, s'est poursuivi. Les cours ont en moyenne baissé de 50 % sur le 1^{er} semestre 2009 par rapport à la même période 2008 avec toujours une forte volatilité, notamment pour le nickel. Plus précisément, le cours moyen de l'aluminium s'est établi au 1^{er} semestre 2009 à 1 423 USD la tonne, contre 2 836 USD la tonne un an auparavant. De même le cuivre a vu son cours divisé par 2, avec une moyenne de 4 046 USD la tonne sur le 1^{er} semestre 2009 (8 108 USD au 1^{er} semestre 2008). Enfin, pour le nickel – composant de l'innox – la baisse est encore plus marquée, - 57 %, avec un cours moyen sur les 6 premiers mois 2009 de 11 705 USD la tonne, contre 27 284 USD la tonne sur la même période de 2008. Le Groupe devrait cependant bénéficier faiblement de cette détente des cours en 2009, car il procède à des couvertures pluri-annuelles de ses besoins en métaux. Une amorce de remontée des cours est toutefois visible en fin de semestre, avec, entre le 1^{er} et le 2^e trimestre 2009, une hausse de 9 % du cours moyen de l'aluminium, de 35 % de celui du cuivre et de 23 % de celui du nickel. Le marché est en effet très réactif à toute nouvelle de reprise économique, par exemple en Chine. Côté matières plastiques, la tendance est plutôt favorable et le Groupe se situe à fin juin 2009 sur un indice d'achat en recul de 20 % par rapport à 2008. Là encore, après une phase de rationalisation de la capacité de production des matières plastiques, on assiste à un raffermissement des prix sans incidence notable sur la fin de l'exercice 2009. Quant au cours du Brent, il s'inscrit sur une légère tendance haussière depuis le début de l'année, bien que situé à un niveau très inférieur à celui du 1^{er} semestre 2008 (- 54 % à 57 USD). Cette évolution n'aura qu'un impact très limité sur nos frais de transports routiers.

UN NOUVEL AGENT EN ARABIE SAOUDITE

Suite à la défaillance de son agent importateur en Arabie Saoudite, le Groupe SEB a signé le 9 avril un contrat avec un nouvel agent distributeur qui sera en charge de la commercialisation de ses produits dans ce pays. Cette entreprise est l'un des leaders sur le marché saoudien dans plusieurs segments de biens industriels et de consommation. Après une période de quasi point mort de l'activité du Groupe sur ce marché, des commandes fermes et les premières livraisons en avril marquent la reprise du courant d'affaires qui devrait être bien rétabli pour le Ramadan. Les perspectives sont donc encourageantes.

POURSUITE DE L'ACTION DE CONCERT

Le pacte d'actionnaires du 5 novembre 2005 qui lie les membres du Groupe familial fondateur regroupant en Assemblée générale extraordinaire, au 22 avril 2009, 43,49 % du capital et 60,56 % des droits de vote de SEB SA a été dénoncé avec effet au 5 novembre 2009.

Les membres du Groupe familial fondateur sont réunis au sein de deux pôles, représentant en Assemblée générale extraordinaire, pour l'un 23,41 % du capital et 32,49 % des droits de vote, pour l'autre 20,08 % du capital et 28,07 % des droits de vote.

Cette dénonciation ne remet pas en cause la volonté des membres du Groupe familial fondateur de mettre en oeuvre une politique commune de gestion durable vis-à-vis du Groupe SEB et d'assurer la pérennité de son contrôle à travers notamment la poursuite de leur action de concert.

ANNULATION D' ACTIONS SEB

Le 30 mars 2009, SEB SA a procédé à l'annulation de 1 million d'actions SEB détenues en propre, suite à la proposition du Conseil d'administration du 27 février 2009 et à l'autorisation donnée par l'Assemblée générale des actionnaires du 13 mai 2008. Le nominal de l'action s'établissant à 1 €, le capital a ainsi été réduit de 50 912 138 € à 49 912 138 €. Cette mesure a un effet relatif sur la détention de tous les actionnaires figurant au capital. La différence entre la valeur d'achat des titres annulés et leur valeur nominale est imputée sur les primes et réserves disponibles.

ADAPTATION DES SITES DE PRODUCTION SOIN DU LINGE

Les évolutions structurelles du marché mondial des fers à repasser – érosion des prix moyens, particulièrement pour les fers d'entrée de gamme produits essentiellement en Chine – ont amené le Groupe à rationaliser son outil industriel et à redimensionner ses sites de production de Pont-Évêque en France et d'Erbach en Allemagne pour recouvrer un bon niveau de compétitivité.

En France, le projet de réorganisation prévoyait la suppression de 95 postes sur les 1 020 que compte l'Activité de Soins du Linge en Isère. Dans le cadre de son accord de GPEC (Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences), le Groupe a fait bénéficier les salariés concernés de mesures d'aménagement de fin de carrière. Ce dispositif a permis déviter tout licenciement économique.

En Allemagne, pour faire face à la baisse des volumes et à un recul de sa productivité, le site d'Erbach a été recentré sur la production de fers milieu et haut de gamme. Ce repositionnement a conduit, après accord conclu entre la direction et les partenaires sociaux, à la suppression de 99 postes sur les 290 postes que comporte le site et à un réaménagement de l'organisation du travail.

NOUVELLE ORGANISATION « ÉLECTRIQUE CULINAIRE »

Le Groupe a décidé de regrouper les équipes de Recherche, de Marketing et d'Achats externalisés appartenant à la Préparation des Aliments, la Préparation des Boissons et à la Cuisson Électrique, créant ainsi un seul

domaine d'activité dénommé « Électrique Culinaire », sur les sites de Selongey et d'Is sur Tille. Ce regroupement repose sur un univers commun – le domaine alimentaire – marqué par des évolutions similaires et des tendances de consommation identiques. Il permettra de mettre en oeuvre de nouvelles synergies, en particulier en termes de R&D. Il entraînera la fermeture des sites de La Défense et de Caen et le transfert des salariés de ces sites. Cette réorganisation vise à renforcer la compétitivité du Groupe dans ces domaines par la mutualisation au sein d'une même entité de tous les moyens nécessaires et le partage des meilleures pratiques.

Fidèle à sa tradition sociale, le Groupe SEB gèrera les conséquences de cette réorganisation dans le respect des personnes, de leur métier et de leur environnement personnel et familial.

ACTIVITÉ DE LA FONDATION GROUPE SEB

Créée en 2007, la Fondation Groupe SEB a pour mission la lutte contre l'exclusion. Elle apporte son soutien à des projets visant à réinsérer des personnes en difficulté par trois vecteurs : le travail, le logement, l'éducation et la formation, sur la base d'un budget annuel de 500 000 € en numéraire et 100 000 € en dons de produits. Elle intervient actuellement sur 33 projets dont 6 hors de France. Au-delà du soutien financier et des dons de produits, elle met en place des actions de bénévolat et de mécénat de compétences avec la participation de salariés du Groupe.

Certains partenariats se déploient dans la durée. Il en est ainsi avec le réseau Envie et la Fondation de la 2^e Chance, en termes d'insertion professionnelle, ou avec l'association Habitat et Humanisme, qui procure un toit et crée le lien social pour réinsérer des personnes en situation d'exclusion. Autre partenaire emblématique, les Ateliers de la Garenne (membre de SOS Villages d'Enfants) proposent à des jeunes en grande difficulté un cadre d'apprentissage ; le soutien de la Fondation a ainsi permis l'édition d'un livre de cuisine, outil pédagogique à destination d'une population démunie.

À l'étranger, le mécénat de solidarité prend la forme de programmes éducatifs et sociaux : au Burundi avec l'UNESCO (2 000 enfants des rues scolarisés), en Colombie avec Équilibre (réhabilitation de personnes amputées), au Cambodge avec les Enfants du Mékong, au Vietnam avec les Enfants de Hué (école de formation à la boulangerie française), en Chine, suite au tremblement de terre dans la région du Sichuan, pour la reconstruction d'une école de plus de 1 000 élèves à Guangyuan City ou plus récemment avec Essor au Brésil pour l'accès à l'emploi d'une population vivant dans des conditions très précaires...

Le 10 mars dernier, la Fondation a réaffirmé son soutien à l'Agence du Don en Nature lors de son inauguration. À l'instar de la structure américaine GIKI (Gifts in Kind International), le pari solidaire d'ADN est de faciliter le développement du mécénat produits en jouant le rôle d'interface entre les entreprises et le monde associatif.

De nombreuses actions à vocation régionale sont en cours de développement en France auxquelles le Groupe veut associer ses collaborateurs par la proximité géographique : foyer pour polyhandicapés en Côte-d'Or, centre social Agitato dans la Mayenne (équipement en électroménager de maisons de quartiers et ateliers), Entrepreneurs de la cité (projet de micro-assurance) et le réseau Jardins de Cocagne (alliant insertion sociale et agriculture biologique) dans le Rhône pour n'en citer que quelques-unes.

1

2

3

ACTIVITÉ

(en millions d'€)	1 ^{er} semestre 2008	1 ^{er} semestre 2009	Variation en %	
			Parités courantes	Parités constantes
France	286	284	- 0,6	- 0,6
Autres pays de l'Europe Occidentale	316	304	- 3,9	- 2,1
Amérique du Nord	170	151	- 11,3	- 17,9
Amérique du Sud	126	111	- 11,8	- 4,2
Asie Pacifique	230	278	+ 20,7	+ 5,0
Europe Centrale, CEI et Autres pays	289	246	- 14,9	- 2,3
TOTAL	1 417	1 374	- 3,0	- 2,8

Dans un contexte de crise économique avérée, le Groupe SEB a réalisé un 2^e trimestre satisfaisant, avec des ventes quasiment stables par rapport à 2008. Le 1^{er} semestre s'achève ainsi sur une baisse de chiffre d'affaires limitée à 3 % à parités courantes et à 2,8 % à taux de change constants, face à un 1^{er} semestre 2008 très tonique (croissance organique de 6,8 %). Ce repli limité trouve ses origines dans les deux composantes suivantes :

- le ralentissement de la consommation et le rétrécissement du crédit se sont traduits par des chutes de volumes très significatives dans certains pays, mais l'activité est en revanche restée bien orientée dans d'autres marchés ; au global, l'effet volume s'établit au 1^{er} semestre à - 110 M€ ;
- la forte volatilité des devises impacte l'activité, très internationale, du Groupe. Sur les ventes du 1^{er} semestre, l'effet devises est légèrement négatif, avec d'importants contrastes liés à la remontée du dollar, du yen et du yuan chinois, mais aussi aux dépréciations significatives de nombreuses devises telles le rouble, le real, la livre sterling, la livre turque... Ces évolutions nous ont conduits à réagir vite et à augmenter nos prix de façon correspondante, afin de préserver la rentabilité des filiales commerciales concernées. L'effet prix sur les ventes est ainsi positif d'une quarantaine de millions d'euros au 1^{er} semestre.

Les moteurs de l'activité sont les produits vedettes et le mix-produits est resté bien orienté pour le Groupe, avec un impact favorable sur l'activité d'une trentaine de millions d'euros.

ACTIVITÉ PRODUITS

Le Groupe doit la baisse limitée de son activité au 1^{er} semestre 2009 à la performance confirmée de ses produits champions tels que la friteuse Actifry et le cuiseur vapeur Vitacuisine, pilotes de la gamme « Nutrition gourmande », les aspirateurs traîneau et balai Silence Force/Air Force, le concept multiboissons Dolce Gusto, les machines à café Krups/Nespresso avec le nouveau modèle Citiz ou encore les générateurs de vapeur. Il peut s'appuyer au demeurant sur le courant actuel très porteur du « fait maison » qui tire les préparateurs culinaires, les articles culinaires et les moules à pâtisserie, les machines à pain, les yaourtières, etc. Il continue par ailleurs à développer des innovations qui apportent des bénéfices consommateurs

réels. L'activité n'est cependant pas homogène selon les catégories de produits, dont les performances sont inégales sur la période.

Entretien de la maison. Le redéploiement de la gamme autour de concepts forts – puissance, silence et sans fil – génère une croissance des ventes sur les marchés européens, grâce aux produits phares, Silence Force et Air Force. Au 2nd semestre un programme deancements très fourni doit étoffer encore l'offre et soutenir cette dynamique.

Cuisson électrique. Elle profite du succès et de l'expansion géographique continue de la gamme Nutrition gourmande à travers ses deux porte-drapeaux – la friteuse Actifry et le cuiseur vapeur Vitacuisine – ainsi que de l'implantation internationale des machines à pain avec des recettes adaptées aux différents marchés. A contrario, elle souffre en produits conviviaux et en fours. La contribution de Supor par le biais de ses cuiseurs à riz et plaques à induction est un facteur d'enrichissement de l'offre et de développement des ventes.

Articles culinaires. Le domaine présente d'énormes contrastes entre le cœur de gamme, qui maintient globalement ses positions, et le haut de gamme (All-Clad, Lagostina) qui traverse actuellement une zone de turbulences, cumulant prix élevés et présence dans des circuits de distribution « premium » nettement moins fréquentés par les consommateurs.

Préparation des aliments. L'activité a été pénalisée par la chute du marché russe qui n'a pas été compensée par le courant porteur du « fait maison ». Elle bénéficie en revanche du redémarrage d'un courant d'affaires avec l'Arabie Saoudite, marché important pour les blenders, les mixeurs et les robots, ainsi que d'une nouvelle dynamique produits, alimentée par la Collection Moulinex, rouge métallisé, au design très actuel et composée des robots Masterchef, du pied mixer Hapto, de l'éminceur/râpe Fresh Express et d'une centrifugeuse.

Préparation des boissons. Elle est dynamisée par les produits développés en partenariat avec Nespresso et Nescafé – machine expresso à dosette Citiz et centre multiboissons Dolce Gusto – qui poursuivent leur implantation à l'international. Les ventes de bouilloires, très touchées par le fort ralentissement du marché russe, progressent rapidement au Japon. La famille des cafetières filtre marque le pas.

Soin du linge. Dans un marché mondial du repassage atone, les générateurs de vapeur restent le segment le plus dynamique et les nouveaux modèles lancés ont permis de surperformer largement le marché. En fers, la toute dernière innovation Ultimate Autoclean – semelle auto nettoyante – soutient l'activité, qui a toutefois pâti de la chute violente des marchés américain, russe et turc.

Soin de la personne. Sous l'effet conjugué des parités de change, de la pression concurrentielle et du fort ralentissement de la plupart des marchés où nous détenons des positions fortes (Russie, Brésil, Europe de l'Est), nous

avons cédé du terrain en appareils de coiffure. En épilation, en revanche, les nouveautés enregistrent de bons succès.

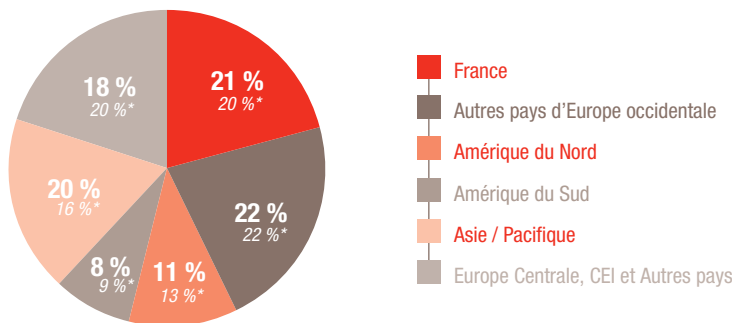
Confort de la maison. Très exposé aux aléas climatiques, ce domaine marque un net recul en ventilation mais une bonne performance en chauffage mobile. Les appareils de traitement de l'air, nouvelle ligne de produits composée d'humidificateurs et de déshumidificateurs dont certains modèles équipés d'une fonction séchage du linge ont bien démarré en Asie et seront lancés au 2nd semestre en Europe.

1
2
3

PERFORMANCE GÉOGRAPHIQUE

Présent dans plus de 120 pays, le Groupe SEB a réalisé au 1^{er} semestre 2009 des ventes réparties comme suit :

RÉPARTITION DES VENTES DU 1^{ER} SEMESTRE 2009 PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE



* Chiffres S1 2008.

Cette répartition montre des évolutions parfois sensibles entre les 1^{ers} semestres 2008 et 2009 liées à la fois au recul des ventes sur certaines zones (Amériques, Europe Centrale et CEI) et à l'impact de la dépréciation des certaines devises sur le chiffre d'affaires en euros (Amérique du Sud, CEI, Turquie...). La progression de la zone Asie Pacifique s'explique par la bonne tenue des ventes et par l'appréciation du yen et du yuan par rapport au 1^{er} semestre 2008.

En France, dans un environnement économique plus tendu, le marché du petit équipement de la maison a bien résisté au 1^{er} semestre. Les ventes aux consommateurs ont en effet été bien orientées, confirmant la tendance du retour au « fait maison » (préparateurs culinaires, friteuses, moules à gâteaux...). Mais elles sont issues majoritairement de déstockages de la part des distributeurs, qui, du fait d'une visibilité limitée, ont très largement limité leurs réassortiments.

Dans ce contexte, le Groupe a enregistré des ventes quasi stables par rapport au premier semestre 2008 et a continué à gagner des parts de marché sur plusieurs familles de produits, malgré la réduction sensible des dépenses publicitaires. Les produits champions, fruits d'une politique d'innovation forte, ont confirmé leur dynamique. C'est le cas notamment de la friteuse Actifry, avec un phénomène d'entraînement sur d'autres modèles, de l'aspirateur Silence Force qui tire l'ensemble de la catégorie, des machines à café Nespresso, issues du partenariat avec Nestlé ou encore des générateurs de vapeur. En articles culinaires, le Groupe maintient son dynamisme notamment

sur les autocuiseurs Clipso. A contrario, certaines activités sont en recul sur le début de l'année : les machines à pain marquent le pas, dans un marché en fort recul, après une longue période de croissance ; les cafetières et les produits de soin de la personne sont également en retrait.

Dans les autres pays d'Europe occidentale, la situation est hétérogène selon les pays, plus ou moins touchés par la baisse de la consommation.

En Espagne, dans un marché déprimé, le Groupe évolue à contre-courant et enregistre sur le semestre de bonnes performances, tirées notamment par les produits vedettes comme Actifry et Nespresso mais également grâce au lancement réussi de l'aspirateur balai Air Force qui s'est imposé dans la catégorie. Au Portugal l'activité est restée positive, quoique plus difficile au 2^e trimestre, et en Belgique, le Groupe a conforté ses positions, notamment en soin du linge et en aspirateurs. C'est également le cas aux Pays-Bas où le Groupe continue ses avancées sur certaines familles de produits phares comme Actifry, Dolce Gusto, Nespresso et les générateurs de vapeur.

En Allemagne, l'activité, ferme au 1^{er} trimestre, s'est ensuite infléchi. Sur le semestre, les ventes sont globalement stables, dans un marché en récession, où la consommation est intimement liée à l'évolution du chômage. Même si le climat général se détend depuis mai, la situation reste fragile. Le Groupe a réalisé de belles performances en repassage, porté notamment par des tests consommateurs très favorables, en friteuses, en machines Nespresso, en articles culinaires haut de gamme All-Clad et Lagostina ainsi qu'avec la gamme Silver Art de Rowenta.

1

2

3

En Italie, le Groupe a réalisé une fin de semestre tonique mais la tendance baissière demeure toutefois, du fait des difficultés de Lagostina : concurrence acerbe, instabilité des points de ventes traditionnels et effondrement du marché des listes de mariage. En petit électroménager, le Groupe surperforme le marché et renforce ses positions. La Grèce enregistre également une activité plus difficile avec toutefois une bonne dynamique sur Nespresso et en articles culinaires.

Au Royaume-Uni, la baisse du marché du petit équipement de la maison est marquée mais les prix montrent une meilleure tenue en fin de période. L'activité du Groupe a souffert à la fois de la morosité de la conjoncture, de la guerre des prix orchestrée par certains distributeurs et de la dépréciation de la livre sterling, très pénalisante, la conjugaison de ces trois facteurs ayant abouti à une nouvelle baisse des ventes. Les pays scandinaves sont eux aussi en récession généralisée et la consommation est très ralentie.

En Amérique du Nord, le contexte économique demeure difficile dans les 3 pays et se concrétise par une baisse de la consommation et une distribution sous pression. À - 11,3 % à parités courantes (- 17,9 % en constant), les ventes du Groupe sont en fort recul avec toutefois une tendance plus positive au 2^e trimestre.

Aux États-Unis, dans un marché atone, le segment haut de gamme a été particulièrement affecté par la crise, cumulant prix moyens élevés et baisse de la fréquentation des enseignes premium... Les ventes d'All-Clad sont par conséquent en retrait significatif et ce recul des volumes a ralenti l'activité industrielle, déjà affectée par l'importance des stocks de fin d'année 2008. Krups rencontre également des difficultés, notamment sur les expresso : niveaux de stock élevés, opérations promotionnelles, concurrence forte... Le Groupe maintient néanmoins sa stratégie haut de gamme et s'assure le soutien de clients prestigieux pour la fin de l'année. Rowenta a évolué dans un marché du repassage particulièrement difficile (- 20 %) et doit faire face à une concurrence plus nombreuse et plus agressive en termes de prix. La marque défend toutefois ses positions et devrait bénéficier de l'extension de sa distribution et de l'arrivée de nouveaux modèles de défroisseurs.

Parallèlement, T-fal continue de bénéficier de la stratégie de repositionnement de la marque initiée en 2008, impliquant un ajustement de Mirro Wearever et un rapprochement avec la marque Emeril. Ces changements, couplés à une hausse des prix et soutenus par une collaboration étroite avec nos clients distributeurs, toujours plus nombreux, ont eu un impact positif sur les ventes sans compenser pour autant les difficultés rencontrées en haut de gamme.

Au Canada, l'activité est en baisse sur le semestre avec, en revanche, un redressement au 2^e trimestre. Le Groupe pâtit de la dépréciation du dollar canadien ayant entraîné très tôt des augmentations de prix mal acceptées par la distribution.

Au Mexique, l'environnement est particulièrement tendu et la dépréciation du peso se poursuit. L'activité du Groupe est en recul au 1^{er} semestre, baisse accentuée par la non-récurrence d'une opération commerciale spécifique en articles culinaires.

L'Amérique du Sud connaît un début d'année difficile, amplifié par un effet devises défavorable. Sur la période, l'ensemble de la zone est en recul de - 11,8 % à devises courantes, - 4,2 % à devises constantes. La fin du semestre laisse toutefois présager une stabilité, voire une reprise de la consommation pour la fin de l'année, portée par des mesures gouvernementales incitatives.

Au Brésil, dans un marché difficile, la concurrence s'est accentuée dans les articles culinaires, impactant négativement les ventes de Panex. Le Groupe a passé des hausses de prix importantes pour à la fois compenser l'augmentation des prix matières et une baisse de la production, entraînant un recul du chiffre d'affaires et des parts de marché. L'arrivée de nouveaux produits au 2nd semestre devrait permettre de redresser l'activité. En petit électroménager, le Groupe enregistre des performances en retrait, du fait de hausses de prix passées pour contrer la dépréciation du real, et qui le pénalisent face à ses concurrents. Le démarrage prometteur de Dolce Gusto et l'activité soutenue en machines à laver – aidée par la suppression de la TVA jusqu'en octobre –, en machines à pain ainsi qu'en chauffage et en ventilateurs devraient constituer de bons relais.

L'Argentine connaît une croissance très forte au 1^{er} semestre sur toutes les catégories de produits, avec une réussite toute particulière en articles culinaires Panex, en robots, bouilloires ou encore avec la Moulinette. Le Venezuela est également en croissance, malgré un contexte politique ambiant difficile, la baisse de volumes étant compensée par une augmentation des prix.

La Colombie s'inscrit en recul sur le semestre, dans un marché tendu. Le soin du linge souffre tandis que l'activité est correcte en ventilateurs et en blenders.

L'Asie Pacifique s'inscrit en croissance de 20,7 % à devises courantes (5 % à taux de change constants) à fin juin 2009 avec des situations contrastées selon les pays et intégrant un effet devises positif lié à l'appréciation du yen et du yuan par rapport au 1^{er} semestre 2008.

Au Japon, dans un marché en crise, le Groupe enregistre à nouveau, à contre-courant, une croissance robuste portée par un recentrage des consommateurs sur les repas à domicile (6 repas par semaine contre 2 avant la crise). Il poursuit le renforcement de ses positions en particulier en bouilloires, en cuiseurs vapeur – nouvelle catégorie créée récemment par le Groupe – et en autocuiseurs.

En Corée, l'activité du Groupe est stable malgré un environnement économique et politique très tendu et une consommation en berne. L'Australie évolue également dans un climat de consommation morose, pourtant stimulée par des mesures gouvernementales et par les multiples opérations promotionnelles de la part des distributeurs pour écouler les stocks. L'activité du Groupe est en retrait, malgré les gains de parts de marché en fers et en générateur de vapeur et une activité soutenue en articles culinaires, cuiseurs à riz et bouilloires.

Supor en Chine, enfin, enregistre des ventes à + 5 %, en hausse tant en petit électroménager qu'en articles culinaires, avec des gains de part de marché notables – cuiseurs à riz, plaques à induction, bouilloires, articles culinaires –. La dynamique produits ne s'est pas démentie et la stratégie d'ouverture de magasins s'est poursuivie à un rythme soutenu : le Groupe compte désormais plus de 500 « Supor Lifestores » destinés à assurer son développement dans les provinces et dans les villes moyennes.

En Europe Centrale, CEI et dans les Autres pays, le contexte est tendu : inflation, chômage et rétrécissement du crédit impactent directement la consommation et la distribution, qui doit faire face à une baisse de fréquentation, entraînant des déstockages massifs, des fermetures de magasins et des difficultés financières pouvant aller jusqu'à des faillites.

Les dépréciations de devises importantes et quasi généralisées ont en outre conduit le Groupe à passer des augmentations de prix correspondantes afin de préserver ses marges locales.

L'Europe Centrale reste en croissance mais la situation s'est compliquée du fait de la crise : bataille sur les prix notamment en Hongrie, distribution affaiblie au profit des discounters, concurrence acerbe... Le Groupe garde des positions de leader en République Tchèque et continue de progresser en Pologne, malgré l'activisme de la concurrence – locale et internationale –, la compétition entre distributeurs qui tire les prix vers le bas, et le repli de ses parts de marché en soin de la personne. L'activité reste soutenue et bénéficie de l'arrivée de nouveaux produits comme Dolce Gusto.

En revanche, la situation a continué à se dégrader en Russie. La baisse du pouvoir d'achat des classes moyennes a provoqué un ralentissement marqué de la consommation et la problématique de la distribution est particulièrement prégnante. Certaines provinces sont au point mort notamment en Russie orientale, alors qu'elles étaient les moteurs de la croissance auparavant. Dans ce contexte, et face à un marché en fort recul, le Groupe a défendu

ses positions et préservé sa rentabilité en augmentant ses prix (compensant la dépréciation du rouble) ainsi qu'en prenant des mesures de réduction des frais commerciaux et logistiques.

L'Ukraine traverse également une crise profonde, mais les distributeurs ont su être réactifs. La situation pour le Groupe est par conséquent plutôt saine avec un risque clients limité malgré des ventes en baisse importante.

En Turquie, la consommation s'est fortement ralentie et le Groupe évolue dans un environnement concurrentiel délicat auquel s'ajoute une réglementation défavorable (droits de douanes très pénalisants sur les produits de petit électroménager importés) et la dépréciation de la livre turque. Dans ce contexte, le repli des ventes reste, somme toute, limité et le Groupe mène une dynamique produits soutenue, notamment en préparation des aliments.

En Arabie Saoudite, enfin, l'activité reprend progressivement depuis le 2^e trimestre par l'intermédiaire d'un nouvel agent importateur. Le Groupe devrait être en mesure de réaliser un niveau de ventes satisfaisant pour le prochain Ramadan.

1

2

3

COMMENTAIRES SUR LES COMPTES

Dans un environnement général tendu, marqué par les effets de la crise économique dans plusieurs de ses grands marchés, le Groupe SEB a limité la baisse de son chiffre d'affaires et le recul de sa marge opérationnelle. Cette dernière s'établit à 106 M€ (par rapport à une base haute de 117 M€ au 1^{er} semestre 2008), représentant 7,7 % des ventes contre 8,2 % un an auparavant. Supor contribue positivement à ce niveau de résultat, améliorant une nouvelle fois sa rentabilité.

Cette baisse de 9,1 % de la **marge opérationnelle** résulte de la conjugaison de facteurs contrastés qui ont des impacts significatifs :

- l'effet volume très négatif constaté dans les ventes et issu à la fois de la politique de déstockage de nombreux clients distributeurs et du ralentissement de la consommation se retrouve, certes atténué mais néanmoins toujours important (- 60 M€), dans la marge opérationnelle. Il induit par ailleurs une sous-activité dans les sites industriels et donc une sous-absorption des coûts de structure pénalisante pour le Groupe ;
- parallèlement, l'effet mix-prix, positif sur les ventes, impacte également favorablement la rentabilité, de 70 M€, traduisant la pertinence de la stratégie du Groupe en matière de gestion de gamme et d'innovation produits, y compris en période de crise ;
- l'effet devises, négligeable sur les ventes du fait de la quasi-compensation des impacts positifs (dollar, yuan, yen) et négatifs (pratiquement toutes les autres devises de fonctionnement du Groupe), s'élève en revanche à - 55 M€ sur la marge opérationnelle. Cet effet très négatif provient des enjeux auquel le Groupe doit faire face en matière de devises : le raffermissement du dollar est favorable aux ventes mais renchérit les achats, en grande partie réalisés dans cette monnaie, tandis que la dépréciation d'autres devises (rouble, won coréen, livre turque, livre sterling...) affecte la rentabilité des filiales commerciales concernées malgré les hausses de prix pratiquées et l'existence de frais locaux dans ces monnaies. La combinaison des deux facteurs entraîne un effet négatif significatif sur la marge ;

- un allègement de 12 M€ des achats lié à la fois à la détente des cours sur certaines matières (plastiques, emballages, métaux pour Supor...) et aux renégociations menées sur les prix des produits sourcés suite à la baisse des prix des matières premières ; cet effet devrait s'intensifier au second semestre ;
- une baisse des frais de 22 M€, conformément à l'engagement pris par le Groupe. Elle provient essentiellement d'une réduction marquée des investissements publicitaires sur la période (32 M€ soit - 40 % par rapport au 1^{er} semestre 2008), qui reflète d'un pilotage rigoureux des moyens mis en œuvre afin de tenir compte de la réalité des marchés : recul significatif dans les pays très affectés par la crise, baisse plus modérée dans les pays où la demande reste satisfaisante, campagnes maintenues lorsque l'activité est porteuse, comme en Chine ou au Japon ou sur des produits ciblés. En outre, le Groupe a mené des actions résolues sur ses frais de fonctionnement (voyages, honoraires divers, consultants...) qui ont commencé à porter leurs fruits au 1^{er} semestre.

Le **résultat d'exploitation** s'établit quant à lui à 63 M€, contre 94 M€ au 1^{er} semestre 2008. Il s'entend après prise en compte de l'intéressement et de la participation (8 M€), en baisse de 2,5 M€ par rapport au 30 juin 2008, et après les « Autres produits et charges », qui s'élèvent à - 35 M€, en forte hausse par rapport aux - 12 M€ du 1^{er} semestre 2008. L'évolution marquée de ce poste est à mettre sur le compte des charges de restructuration, qui en constituent l'essentiel du montant (31 M€). Elles concernent d'une part la réorganisation industrielle des usines de soin du linge en Europe (Erbach en Allemagne, Pont-Évêque en France) et d'autre part, la poursuite des opérations d'adaptation industrielle (Brésil, États-Unis) et commerciale (Angleterre, Italie, Norvège...) ainsi que les charges provisionnées pour la fermeture annoncée des sites administratifs de La Défense et de Caen. À ces charges de restructuration viennent s'ajouter quelques dépréciations d'actifs mineures (légèrement inférieures à 2 M€) concernant le site industriel de Mayenne, du fait de la révision à la baisse des volumes de production.

Le résultat financier s'élève à - 16 M€ (- 17 M€ au 1^{er} semestre 2008) et est essentiellement constitué du coût de l'endettement, qui représente - 14 M€, en repli significatif par rapport aux - 17 M€ de la même période 2008. Cet allègement des frais financiers résulte de la baisse du taux moyen de financement, qui passe de 6,11 % au 1^{er} semestre 2008 à 5,11 % sur les 6 premiers mois de 2009, pour une dette moyenne presque identique (555 M€ contre 547 M€ sur le 1^{er} semestre 2008).

Le résultat avant impôts passe ainsi de 77 M€ au 1^{er} semestre 2008 à 47 M€ à fin juin 2009. Le résultat net après impôt s'établit à 27 M€, en baisse de 48 % par rapport aux comptes arrêtés au 30 juin 2008. Il s'entend après charge d'impôt de 12 M€ correspondant à un taux de 26,3 % contre 25 % à fin juin 2008, et après déduction de la part des intérêts minoritaires. Celle-ci concerne Supor et s'élève à 7 M€, à comparer à 5 M€ au 1^{er} semestre 2008, reflétant l'amélioration de la rentabilité de cette filiale et la légère modification du taux de détention par le Groupe SEB entre les deux périodes.

STRUCTURE FINANCIÈRE

Au 30 juin 2009, les capitaux propres totaux du Groupe atteignent 1 055 M€, en légère progression par rapport à fin décembre 2008 du fait notamment du résultat de la période et d'écarts de conversion positifs. Ils s'entendent après paiement des dividendes (52 M€ décaissés au total) et déduction des actions SEB détenues en autocontrôle (3 535 418 actions, 120 M€ au 30 juin).

La dette financière s'élève quant à elle à 504 M€, à comparer à 649 M€ à fin décembre 2008. Cette baisse de 145 M€ sur 6 mois s'appuie sur une forte génération de trésorerie issue notamment d'une amélioration significative du besoin en fonds de roulement (144 M€). Celle-ci résulte en particulier d'une réduction importante des stocks, que le Groupe s'était fixée comme objectif dans un contexte de ralentissement de la consommation, et d'une

gestion serrée des comptes clients. Le Groupe n'a cependant pas renoncé aux investissements (48 M€), mais de façon ciblée et sélective, afin de tenir compte de la donne actuelle des marchés. Par ailleurs, des décaissements liés aux restructurations et réorganisations annoncées ont été réalisés au cours du 1^{er} semestre, pour un montant de 13 M€. Les évolutions des fonds propres – accrus – et de l'endettement financier – abaissé – se traduisent par une amélioration du ratio d'endettement, qui s'établit à 48 % et reflète une fois encore la solidité de la structure financière du Groupe. Au mois de juillet, ce dernier a par ailleurs conclu une opération de crédit pour un montant de 117 M€, avec une durée de 3 ans, qui vient conforter son architecture financière.

PERSPECTIVES

Le 1^{er} semestre 2009 s'achève sur le constat que dans un environnement général de crise affectant de nombreux pays, le secteur du Petit Équipement de la Maison montre une certaine résistance par rapport à d'autres industries, beaucoup plus fortement touchées. Dans ce contexte, et face à une base de comparaison élevée au 1^{er} semestre 2008, le Groupe SEB réalise des performances opérationnelles satisfaisantes, réussissant d'une part à limiter la baisse de son chiffre d'affaires et le repli de sa marge opérationnelle et, d'autre part, préservant sa situation financière grâce à une gestion stricte de son besoin en fonds de roulement. Son activité a certes été perturbée par la morosité de la conjoncture (consommation en berne dans plusieurs marchés, difficultés de certains distributeurs, notamment) et par la volatilité des devises, mais le Groupe a rapidement mis en œuvre les actions nécessaires pour défendre au mieux ses ventes, ses parts de marché et sa rentabilité.

Dans les mois qui viennent, le Groupe ne table pas sur un changement radical de la donne des marchés, malgré la meilleure orientation de certains indicateurs économiques. Au plan des devises, la volatilité semble rester de mise avec notamment un nouvel accès de faiblesse du dollar au cours de l'été et la nécessité de s'adapter en permanence à des fluctuations parfois brutales et amples. Au plan des matières, après la détente constatée depuis le 3^e trimestre 2008, les cours des métaux sont repartis à la hausse depuis l'été. La consommation, quant à elle, devrait rester à la fois contrastée selon

les marchés – sous pression aux États-Unis, en Russie, en Turquie, par exemple, mais bénéficiant d'une meilleure tenue en Europe Occidentale ou au Brésil, toujours positive en Chine... –, aléatoire en fonction des conditions et fragile. Le Groupe n'anticipe pas de retournement de tendance dans les prochains mois, en dépit de l'assouplissement de la base de comparaison, le second semestre de l'année 2008 ayant été plus difficile que le premier.

Il poursuivra ses actions de court terme, visant à contrer au mieux les effets de la crise, en :

- cherchant la croissance dans les marchés et sur les segments qui restent porteurs, grâce en particulier à la poursuite de son développement rapide au Japon (par exemple) ou encore au déploiement international de ses produits vedettes (Actifry, Silence Force, Dolce Gusto...);
- confirmant sa dynamique produits, avec le lancement de plus de 120 nouveaux produits au cours du second semestre;
- pilotant ses investissements commerciaux, marketing et publicitaires, afin de cibler les marchés pertinents et d'optimiser l'utilisation de ses ressources en fonction de la demande;
- maintenant les mesures de rationalisation de ses structures, qu'elles soient industrielles, commerciales ou logistiques;

- opérant un strict contrôle de l'ensemble de ses coûts, des achats aux déplacements, en passant par le service après-vente ou encore les honoraires et autres frais administratifs et de direction générale.

Parallèlement, il poursuivra aussi sa stratégie de long terme, en continuant notamment à investir en Recherche et Développement, en faisant prospérer l'activité de Supor en Chine et dans les marchés d'Asie du Sud-Est, en visant l'amélioration régulière de la productivité des sites industriels et de la compétitivité et en confortant sa situation financière.

Pour 2009, la morosité de la conjoncture et les incertitudes des marchés ont incité le Groupe à ne pas donner d'objectif chiffré en matière de ventes ou de marge opérationnelle. Le manque de visibilité qui prévaut toujours ne permet pas plus de se hasarder à cet exercice maintenant. Le Groupe mettra tout en œuvre pour terminer l'année 2009 dans les meilleures conditions possibles et avec les meilleurs résultats réalisables.

1

2

3

ÉLÉMENTS FINANCIERS

Comptes consolidés au 30 juin 2009

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

<i>(en millions d'€)</i>	30/06/2009 6 mois	30/06/2008 6 mois	31/12/2008 12 mois
Produits des activités ordinaires (note 4)	1 373,7	1 416,9	3 230,2
Frais opérationnels (note 5)	(1 267,7)	(1 300,1)	(2 888,5)
MARGE OPÉRATIONNELLE	106,0	116,8	341,7
Intéressement et participation (note 6)	(8,1)	(10,6)	(38,2)
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT	97,9	106,2	303,5
Autres produits et charges d'exploitation (note 7)	(34,9)	(11,8)	(24,3)
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	63,0	94,4	279,2
Coût de l'endettement financier (note 8)	(14,0)	(16,9)	(37,9)
Autres produits et charges financiers (note 8)	(2,2)	(0,3)	(10,7)
Résultat des entreprises associées	0,0	(0,6)	(1,3)
RÉSULTAT AVANT IMPÔT	46,8	76,6	229,3
Impôt sur les résultats (note 9)	(12,3)	(19,1)	(66,5)
RÉSULTAT NET	34,5	57,5	162,8
Part des minoritaires	(7,2)	(5,3)	(11,2)
RÉSULTAT NET REVENANT À SEB S.A.	27,3	52,2	151,6
RÉSULTAT NET REVENANT À SEB S.A. PAR ACTION (EN UNITÉS)			
Résultat net de base par action	0,59	1,10	3,20
Résultat net dilué par action	0,59	1,08	3,18

Les notes 1 à 15 sur les comptes consolidés font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ

<i>(en millions d'€)</i>	30/06/2009 6 mois	30/06/2008 6 mois	31/12/2008 12 mois
RÉSULTAT NET AVANT PART DES MINORITAIRES	34,5	57,5	162,8
Écarts de conversion	6,1	(6,9)	23,8
Couvertures des flux de trésorerie futurs	27,1	11,7	(35,3)
GAINS ET PERTES ENREGISTRÉS EN CAPITAUX PROPRES	33,2	4,8	(11,5)
TOTAL DES GAINS ET PERTES	67,7	62,3	151,3
Part des minoritaires	(4,6)	(5,7)	(25,8)
TOTAL DES GAINS ET PERTES, PART DU GROUPE	63,1	56,6	125,5

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

ACTIF			
<i>(en millions d'€)</i>	30/06/2009	30/06/2008 retraité ^(a)	31/12/2008
Goodwill	413,5	371,4	419,8
Autres immobilisations incorporelles	372,5	350,2	368,9
Immobilisations corporelles	386,8	379,6	381,2
Participations dans les entreprises associées		1,5	0,1
Autres participations	0,8	0,7	0,7
Autres actifs financiers non courants	7,5	9,9	9,9
Impôts différés	73,5	41,1	48,2
Autres actifs non courants	4,1	4,3	2,9
Instruments dérivés actifs non courants		1,0	0,3
ACTIFS NON COURANTS	1 258,7	1 159,7	1 232,0
Stocks et en-cours	570,9	640,8	614,6
Clients	444,0	474,8	645,6
Autres créances courantes	48,8	68,6	54,6
Impôt exigible	16,7	23,6	38,8
Instruments dérivés actifs courants	4,4	12,1	12,0
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 12)	223,2	119,1	224,6
ACTIFS COURANTS	1 308,0	1 339,0	1 590,1
TOTAL ACTIF	2 566,7	2 498,7	2 822,1
PASSIF			
<i>(en millions d'€)</i>	30/06/2009	30/06/2008 retraité ^(a)	31/12/2008
Capital	50,0	50,9	50,9
Réserves consolidées	993,9	940,8	1 005,7
Actions propres (note 10)	(120,2)	(126,7)	(150,7)
CAPITAUX PROPRES GROUPE	923,7	865,0	905,9
INTÉRÊTS MINORITAIRES	131,7	107,4	131,6
CAPITAUX PROPRES DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ	1 055,4	972,4	1 037,5
Impôts différés	95,1	55,5	91,8
Provisions non courantes (note 11)	113,7	120,1	102,3
Dettes financières non courantes (note 12)	210,3	56,7	213,5
Autres passifs non courants	21,2	16,9	17,9
Instruments dérivés passifs non courants	10,1	2,0	21,5
PASSIFS NON COURANTS	450,4	251,2	447,0
Provisions courantes (note 11)	83,9	80,1	77,2
Fournisseurs	254,4	321,4	366,3
Autres passifs courants	159,0	154,7	177,3
Impôt exigible	25,5	24,4	25,6
Instruments dérivés passifs courants	20,1	4,0	29,7
Dettes financières courantes (note 12)	518,0	690,5	661,5
PASSIFS COURANTS	1 060,9	1 275,1	1 337,6
TOTAL PASSIF	2 566,7	2 498,7	2 822,1

(a) Le bilan au 30 juin 2008 a fait l'objet de retraitements (décrits dans la note 2) par rapport à celui publié antérieurement. L'incidence de ces retraitements n'est pas significative : + 0,6 M€ sur les capitaux propres consolidés.

Les notes 1 à 15 sur les comptes consolidés font partie intégrante des états financiers.

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

<i>(en millions d'€)</i>	30/06/2009 6 mois	30/06/2008 6 mois	31/12/2008 12 mois
RÉSULTAT NET REVENANT À SEB S.A.	27,3	52,2	151,6
Amortissements et dotations aux provisions sur immobilisations	49,0	47,7	110,3
Variation des provisions	15,8	(3,0)	(22,5)
Pertes et gains latents sur instruments financiers	2,0	1,1	1,8
Charges et produits liés aux stocks options	3,4	4,5	7,2
Plus ou (moins) values sur cessions d'actifs	0,2	0,3	0,7
Autres éléments	0,6	0,5	2,9
Résultat part des minoritaires	7,2	5,3	11,2
Charge d'impôt (exigible et différé)	12,3	19,1	66,5
Coût de l'endettement financier net	13,9	16,9	37,9
CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT ^(a)	131,6	144,6	367,6
Variation des stocks et en-cours	49,4	(84,7)	(66,8)
Variation des clients	205,4	172,4	(24,3)
Variation des fournisseurs	(109,0)	(42,3)	0,6
Variation autres dettes et autres créances	(11,9)	(38,8)	(0,3)
Impôts versés	1,4	(38,4)	(76,7)
Intérêts versés	(13,0)	(16,3)	(35,6)
TRÉSORERIE PROVENANT DE L'EXPLOITATION	253,9	96,5	164,5
Encaissements sur cessions d'actifs	6,2	4,4	8,6
Investissements corporels	(46,8)	(39,6)	(96,0)
Investissements logiciels et incorporels	(7,8)	(6,1)	(20,3)
Autres investissements financiers	(0,5)	(2,4)	(2,8)
Acquisitions (nettes de la trésorerie des sociétés acquises)	0,0	22,3	26,4
Incidence des autres variations de périmètre	0,1	0,0	(0,8)
TRÉSORERIE AFFECTÉE À DES OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT	(48,8)	(21,4)	(84,9)
Variation de la dette financière non courante	(3,2)	(9,2)	146,7
Variation de la dette financière courante	(150,6)	(38,2)	(65,2)
Augmentations de capital (y compris minoritaires)	0,7	4,4	4,9
Mouvements sur actions propres	(3,0)	(15,9)	(43,5)
Dividendes versés (y compris minoritaires)	(52,1)	(46,1)	(46,3)
TRÉSORERIE AFFECTÉE À DES OPÉRATIONS DE FINANCEMENT	(208,2)	(105,0)	(3,4)
Incidence des variations de taux de change	1,7	15,0	14,4
VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE	(1,4)	(14,9)	90,6
Trésorerie en début d'exercice	224,6	134,0	134,0
Trésorerie en fin d'exercice	223,2	119,1	224,6

(a) Avant coût de l'endettement financier net et impôt.

ÉVOLUTION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

(en millions d'€)	Capital	Primes	Réserves consolidées	Écart de conversion	Actions propres	Capitaux propres Part du Groupe	Intérêts minoritaires	Capitaux propres de l'ensemble consolidé
AU 1^{ER} JANVIER 2008	50,9	107,3	798,2	16,2	(108,6)	864,0	0,0	864,0
Résultat net de la période			52,2			52,2	5,3	57,5
Gains et pertes enregistrés en capitaux propres			10,8	(6,4)		4,4	0,4	(6,8)
TOTAL DES GAINS ET PERTES			63,0	(6,4)	0,0	56,6	5,7	62,3
Distribution de dividendes			(46,1)			(46,1)		(46,1)
Augmentation de capital		0,6				0,6		0,6
Mouvements actions propres					(18,0)	(18,0)		(18,0)
Plus (moins)-values après impôt sur cessions d'actions propres			1,4			1,4		1,4
Option de souscription ou d'achat d'actions			3,4			3,4	1,1	4,5
Autres mouvements ^(a)			3,0			3,0	100,6	103,6
AU 30 JUIN 2008	50,9	107,9	822,9	9,8	(126,6)	864,9	107,4	972,3
Résultat net de la période			99,4			99,4	5,9	105,3
Gains et pertes enregistrés en capitaux propres			(46,1)	15,6		(30,5)	14,2	(16,3)
TOTAL DES GAINS ET PERTES			53,3	15,6	0,0	68,9	20,1	89,0
Distribution de dividendes						0,0	(0,2)	(0,2)
Augmentation de capital						0,0		0,0
Mouvements actions propres					(24,1)	(24,1)		(24,1)
Plus (moins)-values après impôt sur cessions d'actions propres			(2,4)			(2,4)		(2,4)
Option de souscription ou d'achat d'actions			2,5			2,5	0,2	2,7
Autres mouvements			(4,0)			(4,0)	4,1	0,1
AU 31 DÉCEMBRE 2008	50,9	107,9	872,3	25,4	(150,7)	905,8	131,6	1 037,4
Résultat net de la période			27,3			27,3	7,2	34,5
Gains et pertes enregistrés en capitaux propres			27,1	8,7		35,8	(2,6)	33,2
TOTAL DES GAINS ET PERTES			54,4	8,7	0,0	63,1	4,6	67,7
Distribution de dividendes			(47,3)			(47,3)	(4,8)	(52,1)
Augmentation de capital		0,7				0,7		0,7
Mouvements actions propres	(0,9)	(29,8)			30,5	(0,2)		(0,2)
Plus (moins)-values après impôt sur cessions d'actions propres			(1,9)			(1,9)		(1,9)
Option de souscription ou d'achat d'actions			3,4			3,4		3,4
Autres mouvements			0,1			0,1	0,3	0,4
AU 30 JUIN 2009	50,0	78,8	881,0	34,1	(120,2)	923,7	131,7	1 055,4

(a) Les intérêts minoritaires comptabilisés en autres mouvements au cours du premier semestre 2008 correspondent à la quote-part d'actif net de Supor non détenue par le Groupe SEB. La première consolidation de Supor par intégration globale date du 1^{er} janvier 2008.

NOTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

CHIFFRES AU 30 JUIN EN MILLIONS D'EUROS

Le Groupe SEB, composé de SEB S.A. et de ses filiales, est l'un des leaders mondiaux de la conception, fabrication et commercialisation des articles culinaires et de petit équipement électroménager : autocuiseurs, machines à café, fers et générateurs vapeur, bouilloires et préparateurs culinaires notamment.

La société SEB S.A. a son siège social Chemin du Petit-Bois à Écully (69130) et est cotée sur le marché Eurolist d'Euronext-Paris (code ISIN : FR0000121709).

Les comptes consolidés résumés du premier semestre 2009 ont été arrêtés par le Conseil d'administration du 25 août 2009.

NOTE 1 - PRINCIPES COMPTABLES

Les états financiers consolidés résumés au 30 juin 2009 ont été établis conformément à la norme IAS 34 relative à l'information financière intermédiaire.

S'agissant de comptes résumés, ils n'incluent pas toute l'information requise par le référentiel IFRS pour l'établissement des états financiers annuels et doivent donc être lus en relation avec les états financiers consolidés du Groupe au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2008 qui figurent dans le Document de référence déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers (« AMF ») le 7 avril 2009. Ce document est consultable sur les sites du Groupe (www.groupeseb.com) et de l'AMF (www.amf-france.org) et il peut être obtenu auprès du Groupe à l'adresse indiquée ci-dessus.

Les principes comptables retenus pour la préparation des comptes consolidés intermédiaires résumés sont conformes aux normes et interprétations IFRS telles qu'adoptées par l'Union européenne et applicables au 30 juin 2009, qui sont disponibles sur le site internet de la Commission européenne (http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm).

Ces principes comptables sont identiques à ceux appliqués pour l'établissement des états financiers consolidés annuels de 2008. Toutefois, dans le cadre d'une clôture intermédiaire, le Groupe SEB a recours d'une manière plus large aux estimations que lors de la préparation des rapports financiers annuels et utilise pour les charges dépendant du niveau annuel d'une certaine variable (impôt société, intéressement et participation assis sur des agrégats annuels) un taux moyen annuel qui est appliqué au montant de la variable à la date de clôture de la période intermédiaire (note 9 – Impôt sur les résultats et note 6 – Intéressement et participation).

Le Groupe a appliqué les normes présentées ci-après qui sont d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2009. L'application de ces normes affecte uniquement le format des informations présentées dans les comptes :

- IAS 1 révisée – Présentation des états financiers. Cette norme introduit la notion de résultat global total qui présente les variations de capitaux propres de la période, autres que celles résultant de transactions avec les propriétaires agissant en cette qualité. Le Groupe a choisi de présenter l'état du résultat global en deux états (compte de résultat consolidé et état du résultat global consolidé) ;

- IFRS 8 – Secteurs opérationnels. Cette norme remplace la norme IAS 14 – Information sectorielle. Elle introduit « l'approche de la Direction » pour établir l'information sectorielle. Cette norme requiert de présenter la note relative à l'information sectorielle en cohérence avec le reporting interne régulièrement examiné par le principal décideur opérationnel du Groupe afin d'évaluer la performance de chaque secteur et de leur allouer des ressources. Les secteurs déterminés en conformité avec la norme IFRS 8 sont similaires aux segments d'activité primaires (zones géographiques) définis lors de l'application de la norme IAS 14. IFRS 8 ne modifie donc pas la structure des données publiées ni le montant des écarts d'acquisition alloués à chaque secteur d'activités.

L'application depuis le 1^{er} janvier 2009 des normes, amendements et interprétations suivantes est sans impact sur les états financiers du Groupe :

- IAS 23 révisée – Capitalisation des coûts d'emprunts ;
- IFRS 2 révisée – Paiement fondé sur des actions : conditions d'acquisition des droits et annulations ;
- IAS 38 révisée – Comptabilisation des frais de publicité et de promotion ;
- IFRIC 13 – Programme de fidélisation des clients ;
- IFRIC 14 – IAS 19 : Plafonnement de l'actif au titre des régimes à prestations définies, exigences de financement minimal et leur interaction.

Le Groupe n'est pas concerné par les autres textes entrés en application au 1^{er} janvier 2009.

Au cours du premier semestre 2009, IFRS 3 révisée – Regroupements d'entreprises et IAS 27 révisée – États financiers consolidés et individuels ont été adoptées par l'Union Européenne et n'ont pas fait l'objet d'une application anticipée dans les comptes du Groupe au 30 juin 2009. Ces deux textes modifient les principes de comptabilisation des regroupements d'entreprises et des variations de pourcentages de contrôle. Ils seront d'application obligatoire et prospective aux exercices ouverts à compter du 1^{er} juillet 2009.

Le Groupe SEB n'a pas opté pour l'application de l'amendement de l'IAS 19 et n'applique donc pas l'option SoRIE qui revient à comptabiliser les écarts actuariels sur les engagements de retraite et assimilés directement en capitaux propres.

NOTE 2 - RETRAITEMENTS DES INFORMATIONS FINANCIÈRES PUBLIÉES EN 2008

Le référentiel IFRS impose de retraiter *a posteriori* les périodes antérieurement publiées dans les cas suivants :

- activités répondant aux critères de la norme IFRS 5 – Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées ;
- regroupement d'entreprises (comptabilisation du montant définitif de la juste valeur des actifs acquis ainsi que des passifs et passifs éventuels assumés lorsque cette juste valeur avait été déterminée de manière provisoire à la clôture précédente) ;
- changement de méthodes comptables (sous réserve de dispositions transitoires contraires lors de la première application de nouvelles normes) ;
- correction d'erreurs.

Au 30 juin 2008, l'allocation de l'écart d'acquisition suite à la prise de participation du Groupe SEB dans le groupe ZJ Supor n'avait été effectuée que provisoirement. La juste valeur définitive des actifs acquis et passifs assumés a été finalisée au cours du deuxième semestre de l'exercice 2008.

Les écarts suivants ont été constatés dans le bilan de première consolidation de ZJ Supor et donc dans le bilan consolidé au 30 juin 2008 :

(en millions d'€)	Publié juin 2008	Publié déc. 2008	Ajustements
Actifs immobilisés ^(a)	151,4	153,3	1,9
Stocks	39,4	38,5	(0,9)
Clients et autres créances	29,0	31,9	2,9
Trésorerie ou équivalent	73,2	73,2	0,0
Fournisseurs et autres dettes	(31,2)	(32,5)	(1,3)
Autres passifs (y compris Impôts différés)	(35,3)	(36,8)	(1,5)
Intérêts minoritaires	(17,8)	(16,6)	1,2
ACTIF NET TOTAL	208,7	211,0	2,3
POURCENTAGE DE DÉTENTION	52,74 %	52,74 %	0,0
ACTIF NET TOTAL ACQUIS	110,1	111,3	1,2
DÉCAISSEMENT POUR L'ACQUISITION DE SUPOR	344,6	344,6	0,0
Écart d'acquisition	234,5	233,3	(1,2)

(a) Dont valeur de la marque «Supor» valorisée par des experts indépendants pour 75,1 M€.

Ces ajustements ont également conduit le Groupe à modifier la juste valeur des filiales de ZJ Supor détenues par Grain Harvest Development Ltd, société acquise au cours du premier semestre 2008. Le goodwill ajusté s'élève à 35,7 M€ au lieu de 34,5 M€ tel que publié dans les comptes du 30 juin 2008.

L'incidence nette de ces ajustements sur les capitaux propres du Groupe au 30 juin 2008 est une augmentation non significative de 0,6 M€ par rapport aux capitaux propres initialement publiés.

NOTE 3 - ÉVOLUTION DU PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Le Groupe n'a procédé à aucune acquisition ni aucune cession de filiale consolidée au cours du premier semestre 2009. Le seul changement intervenu dans le périmètre de consolidation sur cette période concerne la filiale Groupe SEB Retailing qui est consolidée par intégration globale à compter

du 1^{er} janvier 2009 alors qu'elle était mise en équivalence dans les comptes consolidés de l'exercice 2008. Ce changement de méthode de consolidation n'a pas d'incidence significative sur les comptes.

NOTE 4 - INFORMATION SECTORIELLE

Comme indiqué en note 1, le Groupe applique depuis le 1^{er} janvier 2009 la norme IFRS 8 – Segments opérationnels.

L'application de cette nouvelle norme n'a pas d'impact sur la structure des secteurs opérationnels tels que précédemment présentés par le

Groupe. Les informations internes revues et utilisées par les principaux décideurs opérationnels reposent en effet sur une présentation par zone géographique.

4.1. PAR ZONE D'IMPLANTATION D'ACTIFS

30/06/2009 (en millions d'€)	France	Autres pays Europe Occidentale (*)	Amérique du Nord	Amérique du Sud	Asie/ Pacifique	Europe Centrale, CEI et Autres pays	Transactions intra-Groupe	Total
<i>Produits des activités ordinaires</i>								
Produits intersecteurs	283,6	295,9	149,2	109,6	273,8	234,9		1 347,0
Produits externes	241,5	17,7	0,4	6,9	191,7	1,7	(433,2)	26,7
TOTAL PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES	525,1	313,6	149,6	116,5	465,5	236,6	(433,2)	1 373,7
<i>Résultat</i>								
Résultat d'exploitation	(22,1)	(15,4)	(13,6)	4,1	48,8	61,2		63,0
Résultat financier								(16,2)
Part du résultat net dans les entreprises associées								0,0
Impôt sur résultat								(12,3)
RÉSULTAT NET	-	-	-	-	-	-	-	34,5
<i>Bilan consolidé</i>								
Actifs sectoriels	576,3	415,8	353,3	225,2	689,0	207,9	(226,9)	2 240,6
Actifs financiers								235,9
Actifs d'impôts								90,2
ACTIF TOTAL	-	-	-	-	-	-	-	2 566,7
Passifs sectoriels	304,3	211,2	40,3	56,4	112,5	57,4	(149,8)	632,3
Dettes financières								758,4
Passifs d'impôts								120,6
Capitaux propres								1 055,4
PASSIF TOTAL	-	-	-	-	-	-	-	2 566,7
<i>Autres informations</i>								
Investissements corporels et incorporels	27,1	5,4	2,1	4,7	14,8	0,5		54,6
Dotations aux amortissements	28,8	4,8	2,1	3,9	7,1	0,6		47,3
Pertes de valeur comptabilisées en résultat	1,7							1,7

(*) « Autres pays Europe Occidentale » comprend uniquement l'Europe des 15 hors France avant l'élargissement aux nouveaux pays entrants, toujours classés en « Europe Centrale, CEI et Autres pays »

30/06/2008 (en millions d'€)	France	Autres pays Europe Occidentale ^(*)	Amérique du Nord	Amérique du Sud	Asie/ Pacifique	Europe Centrale, CEI et Autres pays	Transactions intra-Groupe	Total
<i>Produits des activités ordinaires</i>								
Produits intersecteurs	284,9	302,2	163,0	125,0	228,8	276,6		1 380,5
Produits externes	339,0	22,3	1,2	10,2	250,0	0,9	(587,2)	36,4
TOTAL PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES	623,9	324,5	164,2	135,2	478,8	277,5	(587,2)	1 416,9
<i>Résultat</i>								
Résultat d'exploitation	6,4	(13,5)	(3,3)	11,0	49,1	44,7		94,4
Résultat financier								(17,2)
Part du résultat net dans les entreprises associées								(0,6)
Impôt sur résultat								(19,1)
RÉSULTAT NET								57,5
<i>Bilan consolidé</i>								
Actifs sectoriels	598,3	451,8	348,0	243,9	635,8	220,4	(204,4)	2 293,8
Actifs financiers								141,7
Actifs d'impôts								63,2
ACTIF TOTAL								2 498,7
Passifs sectoriels	351,2	207,9	47,7	69,5	114,7	85,6	(182,0)	694,6
Dettes financières								753,2
Passifs d'impôts								79,1
Capitaux propres								971,8
PASSIF TOTAL								2 498,7
<i>Autres informations</i>								
Investissements corporels et incorporels	23,7	6,5	2,2	3,8	8,4	1,1		45,7
Dotations aux amortissements	26,6	5,4	2,1	4,4	5,3	0,5		44,3
Pertes de valeur comptabilisées en résultat			3,4					3,4

(*) « Autres pays Europe Occidentale » comprend uniquement l'Europe des 15 hors France et avant l'élargissement aux Nouveaux Pays Entrants toujours classés en « Europe Centrale, CEI et Autres pays ».

1

2

3

31/12/2008 (en millions d'€)	France	Autres pays Europe Occidentale ^(*)	Amérique du Nord	Amérique du Sud	Asie/ Pacifique	Europe Centrale, CEI et Autres pays	Transactions intra-Groupe	Total
<i>Produits des activités ordinaires</i>								
Produits intersecteurs	666,0	706,4	376,2	263,1	498,8	642,7		3 153,2
Produits externes	693,8	48,8	2,8	26,9	594,9	1,2	(1 291,4)	77,0
TOTAL PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES	1 359,8	755,2	379,0	290,0	1 093,7	643,9	(1 291,4)	3 230,2
<i>Résultat</i>								
Résultat d'exploitation	62,7	3,5	0,1	24,3	84,2	104,4		279,2
Résultat financier								(48,6)
Part du résultat net dans les entreprises associées								(1,3)
Impôt sur résultat								(66,5)
RÉSULTAT NET	-	-	-	-	-	-	-	162,8
<i>Bilan consolidé</i>								
Actifs sectoriels	641,5	514,4	370,7	214,5	731,4	239,6	(224,4)	2 487,7
Actifs financiers	-	-	-	-	-	-	-	247,3
Actifs d'impôts	-	-	-	-	-	-	-	87,1
ACTIF TOTAL	-	-	-	-	-	-	-	2 822,1
Passifs sectoriels	364,4	237,3	39,9	56,1	150,7	93,4	(200,9)	740,9
Dettes financières	-	-	-	-	-	-	-	926,2
Passifs d'impôts	-	-	-	-	-	-	-	117,4
Capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	1 037,6
PASSIF TOTAL	-	-	-	-	-	-	-	2 822,1
<i>Autres informations</i>								
Investissements corporels et incorporels	59,7	13,2	5,5	10,5	24,7	2,7		116,3
Dotations aux amortissements	54,4	10,5	4,1	8,4	11,1	1,3		89,8
Pertes de valeur comptabilisées en résultat	2,3	14,3	3,9					20,5

(*) « Autres pays Europe Occidentale » comprend uniquement l'Europe des 15 hors France et avant l'élargissement aux Nouveaux Pays Entrants toujours classés en « Europe Centrale, CEI et Autres pays »

Les « produits intersecteurs » correspondent aux ventes hors Groupe réalisées par les sociétés basées dans la zone concernée.

Les « produits externes » correspondent aux ventes totales (internes au Groupe et hors Groupe), réalisées à l'extérieur de la zone par les sociétés basées dans la zone.

Toutes les transactions internes sont établies sur une base de marché, à des termes et conditions similaires à ceux qui seraient proposés à des tierces parties.

4.2. PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES PAR ZONE DE COMMERCIALISATION

(en millions d'€)	30/06/2009 6 mois	30/06/2008 6 mois	31/12/2008 12 mois
France	283,9	285,6	667,1
Autres pays de l'Europe occidentale ^(*)	303,7	316,2	729,0
Amérique du Nord	151,0	170,4	393,2
Amérique du Sud	110,9	125,7	264,8
Asie/Pacifique	278,4	230,3	500,3
Europe centrale, CEI et Autres pays	245,8	288,7	675,8
TOTAL	1 373,7	1 416,9	3 230,2

(*) « Autres pays Europe Occidentale » comprend uniquement l'Europe des 15 hors France et avant l'élargissement aux Nouveaux Pays Entrants toujours classés en « Europe Centrale, CEI et Autres pays »

NOTE 5 - FRAIS OPÉRATIONNELS

(en millions d'€)	30/06/2009 6 mois	30/06/2008 6 mois	31/12/2008 12 mois
Coût des ventes	(790,1)	(804,0)	(1 847,9)
Frais de recherche et développement	(25,8)	(23,7)	(40,9)
Publicité	(31,9)	(53,6)	(119,8)
Frais commerciaux et administratifs	(419,9)	(418,8)	(879,9)
FRAIS OPÉRATIONNELS	(1 267,7)	(1 300,1)	(2 888,5)

NOTE 6 - INTÉRESSEMENT ET PARTICIPATION

Les charges d'intéressement et de participation du semestre sont calculées en appliquant aux charges annuelles estimées le taux d'avancement des résultats des sociétés concernées.

NOTE 7 - AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION

<i>(en millions d'€)</i>	30/06/2009 6 mois	30/06/2008 6 mois	31/12/2008 12 mois
Charges de restructuration	(31,3)	(10,3)	(13,9)
Dépréciation d'actifs	(1,7)	(3,4)	(19,6)
Divers et réalisation d'actifs	(1,9)	1,9	9,2
AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION	(34,9)	(11,8)	(24,3)

7.1. CHARGES DE RESTRUCTURATION

Les charges de restructuration du premier semestre 2009 concernent notamment le projet de réorganisation industrielle des sites de production de fers en Europe annoncé le 11 février 2009. Les charges enregistrées à ce titre dans les comptes au 30 juin 2009 s'élèvent à 10,1 millions d'euros pour le plan de licenciements du site d'Erbach (Allemagne).

En France, outre le plan d'aménagement de fin de carrières du site de Pont-Évêque lié au projet évoqué ci-dessus, des provisions ont été comptabilisées suite à la décision de fermeture des sites administratifs de La Défense et de Caen ainsi qu'un complément de provision pour l'ancien site des Vosges, fermé en 2006. Le total des charges de restructuration comptabilisées en France au cours du premier semestre 2009 s'élève à 16,1 millions d'euros.

Enfin, dans le contexte de crise économique actuel, le Groupe a poursuivi l'adaptation permanente de ses structures industrielles (Brésil, États-Unis) et commerciales (Italie, Norvège, Angleterre) pour un montant de 5,1 millions d'euros au 30 juin 2009.

En 2008, les principales charges de restructuration concernaient l'externalisation de l'activité logistique en Angleterre (6,6 M€), des charges complémentaires au plan de fermeture d'usines françaises annoncé en 2006 (5 M€) et la rationalisation des structures commerciales aux États-Unis (2,2 M€).

7.2. DÉPRÉCIATION D'ACTIFS

Des pertes de valeur de certains actifs industriels (Erbach en Allemagne, Omegna en Italie et Mayenne en France) avaient été constatées fin 2008 à hauteur de 16,1 millions d'euros. Au 30 juin 2009, une charge complémentaire

a été comptabilisée à hauteur de 1,7 M€. La dépréciation complémentaire est due pour l'essentiel à une révision à la baisse des volumes de production du site de Mayenne (France). Le coût moyen pondéré du capital (WACC) utilisé au 30 juin 2009 est similaire à celui utilisé au 31 décembre 2008.

Au cours du premier semestre 2008, le Groupe avait constaté une perte de valeur sur les marques Mirro, WearEver et AirBake à hauteur de 3,4 millions d'euros.

Compte tenu du caractère saisonnier de l'activité, le Groupe procède à la réalisation des tests de pertes de valeur lors de la clôture annuelle. Au 30 juin 2009, le Groupe a procédé à la revue des indicateurs de perte de valeur susceptibles d'entraîner une réduction de la valeur nette comptable des marques et écarts d'acquisition comptabilisés. Aucun indice de perte de valeur n'a été identifié sur ces éléments incorporels.

7.3. DIVERS ET RÉALISATION D'ACTIFS

Le Groupe a comptabilisé au cours du premier semestre 2009 une provision de 1,3 million d'euros suite à un litige avec un importateur chinois (cf. note 13).

En 2008, ce poste contenait au 30 juin un produit de 1,5 million d'euros suite au règlement transactionnel d'un litige pour contrefaçon après une action intentée contre un de nos concurrents. Au 31 décembre, le Groupe avait de plus comptabilisé une reprise de provision de 8,0 millions d'euros suite à la suppression en fin d'année de la taxe patronale sur les départs en retraite anticipée de salariés ayant été exposés à l'amiante.

NOTE 8 - RÉSULTAT FINANCIER

(en millions d'€)	30/06/2009 6 mois	30/06/2008 6 mois	31/12/2008 12 mois
COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER	(14,0)	(16,9)	(37,9)
Frais financiers/avantages au personnel long terme	(3,0)	(2,4)	(6,2)
Pertes et gains de change	1,9	(0,8)	(0,2)
Autres	(1,1)	2,9	(4,3)
AUTRES PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS	(2,2)	(0,3)	(10,7)

Les frais financiers sur les avantages au personnel à long terme correspondent à la différence entre la charge liée à la « désactualisation » annuelle des engagements et les rendements attendus des actifs financiers détenus en couverture de ces engagements, ainsi que des charges de « désactualisation » des autres dettes et provisions à long terme.

Les gains et pertes de change liés aux transactions commerciales en devises sont enregistrés en marge opérationnelle.

Les écarts de change sur les opérations de couverture liées au financement sont comptabilisés en résultat financier.

La ligne « Autres » contient essentiellement l'amortissement de la valeur temps des instruments financiers sur les matières premières.

NOTE 9 - IMPÔT SUR LES RÉSULTATS

La charge d'impôt du semestre est calculée en appliquant, au résultat avant impôt de la période, le taux effectif moyen estimé pour l'exercice. Ce calcul est réalisé individuellement au niveau de chaque entité fiscale consolidée.

La différence entre le taux effectif de 26,3 % (24,9 % au premier semestre 2008 et 29,0 % pour l'exercice 2008) et le taux normal en France de 34,43 % (identique en 2008) s'analyse comme suit :

(en %)	30/06/2009 6 mois	30/06/2008 6 mois	31/12/2008 12 mois
TAUX NORMAL D'IMPÔT	34,4	34,4	34,4
Effet des différences de taux d'imposition ^(a)	(15,1)	(13,5)	(9,6)
Pertes fiscales sans constatation d'actifs nets d'impôts différés ^(b)	11,6	5,8	3,5
Activation et utilisation de déficits fiscaux antérieurs ^(c)	(5,9)	(2,6)	0,0
Autres ^(d)	1,3	0,8	0,7
TAUX EFFECTIF D'IMPÔT	26,3	24,9	29,0

(a) L'effet bénéfique des différences de taux à fin juin s'explique par l'avancement du résultat, plus fort dans des pays tels que la Russie, Hong Kong et la Chine, imposés à des taux inférieurs au taux français.

(b) Les pertes fiscales sans constatation d'actif net d'impôt différé concernent principalement l'Allemagne au 1^{er} semestre 2009 et la Grande-Bretagne en 2008 et 2009.

(c) L'activation de déficits fiscaux et d'autres actifs d'impôts différés non reconnus antérieurement à fin juin concerne l'Espagne tant au 1^{er} semestre 2009 qu'au 1^{er} semestre 2008 et l'Allemagne au 1^{er} semestre 2008.

(d) La ligne « Autres » comprend principalement des impôts de distribution et des provisions pour contrôle fiscal.

NOTE 10 - ACTIONS PROPRES

Au 30 juin 2009, le capital social est composé de 49 951 826 actions d'un nominal de 1 €.

Conformément à la décision du Conseil d'administration du 27 février 2009, SEB S.A. a procédé à l'annulation de 1 000 000 d'actions propres parmi celles détenues par le Groupe au 31 mars 2009.

Au cours du premier semestre 2009, le Groupe a acquis 386 209 actions au prix moyen pondéré de 21,27 euros et a cédé sur le marché 226 891 actions au prix moyen de 23,09 euros.

Au 30 juin 2009, le Groupe détient 3 535 418 actions propres au cours moyen de 33,99 euros (3 417 073 au 30 juin 2008 au cours moyen de 37,08 euros et 4 376 100 au 31 décembre 2008 au cours moyen de 36,12 euros).

La part du capital social autodétenue a évolué de la façon suivante :

<i>(en nombre d'actions)</i>	Réalizations		
	1 ^{er} semestre 2009 6 mois	1 ^{er} semestre 2008 6 mois	Exercice 2008 12 mois
Détentions à l'ouverture	4 376 100	2 983 515	2 983 515
<i>Achats d'actions</i>			
Contrats de rachat	237 137	473 218	1 518 500
Contrats de liquidité	149 072	235 777	438 302
<i>Ventes d'actions</i>			
Cessions	(226 891)	(234 745)	(433 718)
Levées d'options d'achat		(40 692)	(130 499)
<i>Annulations d'actions</i>	(1 000 000)		
DÉTENTIONS À LA CLÔTURE	3 535 418	3 417 073	4 376 100

NOTE 11 - AUTRES PROVISIONS

<i>(en millions d'€)</i>	30/06/2009		30/06/2008		31/12/2008	
	non courantes	courantes	non courantes	courantes	non courantes	courantes
Retraite et engagements assimilés	76,8	9,0	80,5	8,1	72,2	12,3
Garantie après-vente	3,0	34,2	6,4	35,2	1,1	38,3
Litiges en cours et autres risques	16,0	13,3	20,0	13,3	13,4	16,3
Provision pour restructuration	17,9	27,4	13,2	23,5	15,6	10,3
	113,7	83,9	120,1	80,1	102,3	77,2

Les provisions sont affectées en provisions courantes ou non courantes en fonction de leur part respective à moins d'un an et à plus d'un an.

L'évolution des autres provisions (hors retraites et engagements assimilés) sur l'exercice s'analyse de la façon suivante :

(en millions d'€)	01/01/2009	Dotations	Reprises non utilisées	Utilisations	Autres mouvements (*)	30/06/2009
Garantie après-vente	39,4	21,2	1,4	22,1	0,1	37,2
Litiges en cours et autres risques	29,7	8,2	2,8	5,8		29,3
Provision pour restructuration	26,0	27,4	0,8	8,3	1,0	45,3
	95,1	56,8	5,0	36,2	1,1	111,8

(*) Les « autres mouvements » comprennent les écarts de conversion et les mouvements de périmètre.

(en millions d'€)	01/01/2008	Dotations	Reprises non utilisées	Utilisations	Autres mouvements (*)	30/06/2008
Garantie après-vente	34,4	22,1	0,4	17,4	2,9	41,6
Litiges en cours et autres risques	32,8	4,2	1,0	3,3	0,6	33,3
Provision pour restructuration	43,6	7,7		14,6	0,0	36,7
	110,8	34,0	1,4	35,3	3,5	111,6

(*) Les « autres mouvements » comprennent les écarts de conversion et les mouvements de périmètre.

(en millions d'€)	01/01/2008	Dotations	Reprises non utilisées	Utilisations	Autres mouvements (*)	31/12/2008
Garantie après-vente	34,4	37,3		32,4	0,1	39,4
Litiges en cours et autres risques	32,8	10,1	10,9	4,7	2,4	29,7
Provision pour restructuration	43,6	11,0	2,9	24,9	-0,8	26,0
	110,8	58,4	13,8	62,0	1,7	95,1

(*) Les « autres mouvements » comprennent les écarts de conversion et les mouvements de périmètre.

La ventilation de la provision pour restructuration est la suivante :

(en millions d'€)	30/06/2009	30/06/2008	31/12/2008
Frais de personnel	33,9	25,7	17,0
Frais d'arrêt	11,4	11,0	8,9
TOTAL	45,3	36,7	25,9

NOTE 12 - ENDETTEMENT FINANCIER NET

(en millions d'€)	30/06/2009	30/06/2008	31/12/2008
Participation des salariés	22,3	17,1	16,6
Dettes bancaires	182,9	36,3	193,0
Autres	5,1	3,3	3,9
DETTES FINANCIÈRES NON COURANTES	210,3	56,7	213,5
Dettes bancaires	143,5	237,4	246,0
Billets de trésorerie	351,7	437,0	394,0
Part à moins d'un an des dettes à long terme	22,8	16,1	21,5
DETTES FINANCIÈRES COURANTES	518,0	690,5	661,5
ENDETTEMENT FINANCIER BRUT	728,3	747,2	875,0
Trésorerie et équivalents de trésorerie nets	(223,2)	(119,1)	(224,6)
Instruments dérivés (nets)	(1,4)	(1,5)	(1,3)
ENDETTEMENT FINANCIER NET	503,7	626,6	649,1

L'endettement financier net comprend l'ensemble des dettes financières courantes et non courantes diminuées de la trésorerie et équivalents de trésorerie ainsi que des instruments dérivés liés au financement du Groupe qui ont une échéance inférieure à un an et sont cessibles facilement.

NOTE 13 - FAITS EXCEPTIONNELS ET LITIGES

Le Groupe a provisionné un risque suite à un litige avec un fournisseur chinois sur un approvisionnement (cf. note 7.3.). L'exposition maximale est estimée à environ 5 millions d'euros mais, à ce stade, le Groupe conteste l'intégralité de ce risque et la procédure judiciaire mise en œuvre dans ce litige devrait s'avérer très longue.

Aucune évolution significative n'est intervenue au cours du premier semestre 2009 concernant les autres litiges dans lesquels le Groupe est impliqué.

La cession de l'usine 3 au Brésil, mentionnée dans la note 30.1. du Document de référence 2008, est toujours prévue pour le deuxième semestre 2009.

NOTE 14 - TRANSACTIONS AVEC DES PARTIES LIÉES

Au premier semestre 2009, les membres du Comité Exécutif du Groupe se sont vus attribuer 183 750 options d'achat d'actions ainsi que 15 313 actions gratuites. L'ensemble des actions gratuites et la moitié des options d'achat d'actions ne seront définitivement acquises qu'en cas d'atteinte des conditions de performance définies par le Comité des nominations et rémunérations.

Il n'y a aucune autre transaction significative sur la période avec des parties liées, ni d'évolution quant à la nature des transactions telles que décrites dans la note 31 du Document de référence 2008.

NOTE 15 - ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

À la date d'arrêté des comptes par le Conseil d'administration le 25 août 2009, aucun événement significatif n'est intervenu.

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIÈRE SEMESTRIELLE 2009

PÉRIODE DU 1^{ER} JANVIER AU 30 JUIN 2009

Aux actionnaires de SEB SA

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société SEB SA, relatifs à la période du 1^{er} janvier 2009 au 30 juin 2009, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration dans un contexte de crise économique et financière caractérisé par une difficulté certaine à appréhender les perspectives d'avenir qui prévalait déjà à la clôture de l'exercice 2008. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives, obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Lyon et Villeurbanne, le 26 août 2009

Les Commissaires aux Comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

Bernard RASCLE

Deloitte & Associés

Dominique VALETTE

DÉCLARATION DE LA PERSONNE PHYSIQUE RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

1

J'atteste, qu'à ma connaissance,

2

- les comptes résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans le périmètre de consolidation ;
- le Rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus au cours des six premiers mois de l'exercice et de leur incidence sur les comptes, des principales transactions avec les parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

3

Écully, le 26 août 2009

Le Président-Directeur Général



Thierry de La Tour d'Artaise



Groupe SEB
les 4 M chemin du Petit Bois
BP 172
69134 Écully Cedex France
www.groupeseb.com